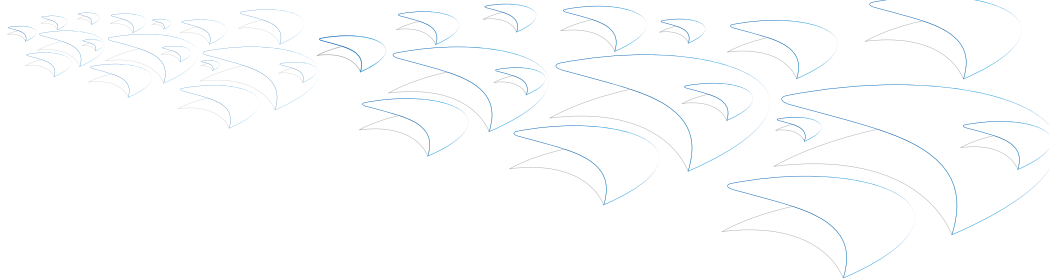


RÉSULTATS FINANCIERS

AU 30 JUIN 2022



COMPTES CONSOLIDÉS

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS		
(En milliers)	30/06/2022	31/12/2021
A vue	71 035	69 748
Comptes ordinaires	71 035	69 748
Prêts et comptes au jour le jour		
Valeurs reçues en pension au jour le jour		
A terme		
Prêts et comptes à terme		
Prêts subordonnés et participants		
Valeurs reçues en pension à terme		
Créances rattachées		
Total Brut	71 035	69 748
Dépréciation		
TOTAL NET	71 035	69 748

COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES ACTIFS		
(En milliers)	30/06/2022	31/12/2021
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués		
Créances fiscales	279 675	409 027
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	72 687	53 647
Débiteurs Divers	579 653	394 935
Comptes de liaison		
TOTAL	932 015	857 609

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS						
(En milliers)	Établissements de crédit et assimilés au Maroc				Total	
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	30/06/2022	31/12/2021
Comptes ordinaires créditeurs		253 077			253 077	203 345
Valeurs données en pension		499 827			499 827	499 837
- au jour le jour						
- à terme		499 827			499 827	499 837
Emprunts de trésorerie		1 983 214			1 983 214	1 623 929
- au jour le jour						
- à terme		1 983 214			1 983 214	1 623 929
Emprunts financiers						
Intérêts courus à payer		3 352			3 352	3 051
Autres dettes						
TOTAL		2 739 470			2 739 470	2 330 161

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE							
(En milliers)	Secteur public		Secteur privé			Total	
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	30/06/2022	31/12/2021	
Comptes à vue créditeurs							
Comptes d'épargne							
Dépôts à terme							
Valeurs données en pension							
Autres comptes créditeurs				2 735 766	2 735 766	2 732 655	
Intérêts courus à payer							
TOTAL				2 735 766	2 735 766	2 732 655	

COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES PASSIFS		
(En milliers)	30/06/2022	31/12/2021
Opération diverses sur titres	500 913	500 681
Sommes dues à l'Etat		
Clients avances et acomptes		
Charges à payer	436 917	390 905
Dividendes à payer		
Autres passifs	218 166	91 910
TOTAL	1 155 996	983 496

COMMISSIONS						
(En milliers)	30/06/2022			30/06/2021		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	47 483		47 483	44 581		44 581
Sur opérations avec les établissements de crédit						
Sur opérations avec la clientèle	47 483		47 483	44 581		44 581
Autre						
Prestation de services bancaires et financiers	6 662	-6 662	3 006	-3 006		
sur opération de paiement	6 662	-6 662	3 006	-3 006		
sur opération de change						
Autres						
Produits nets des commissions	47 483	6 662	40 821	44 581	3 006	41 575

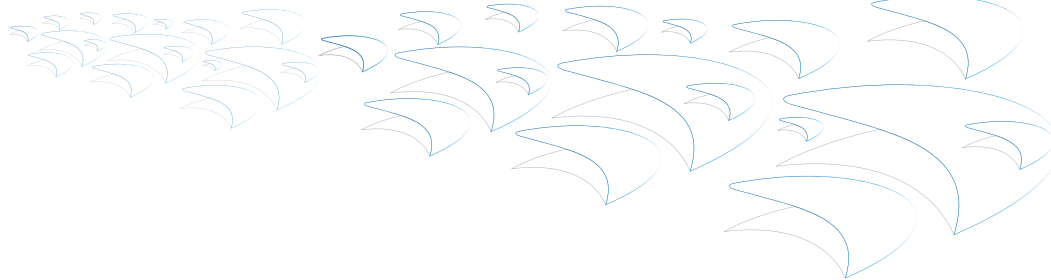
PROVISIONS				
Provisions	31/12/2021	Augmentation	Diminution	30/06/2022
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	26 174	1 773		27 948
Provisions pour autres risques et charges	16 419	2 792	2 500	16 712
Total	42 593	4 566	2 500	44 660

IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Valeur brute (En milliers)	Valeur brute au 31/12/2021	Acquisitions	Mises hors services et sorties	Effet de l'application d'IFRS 16	Valeur brute au 30/06/2022
Terrains et constructions	131 652			3 373	135 025
Matériel, outillage et transport					
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	43 402	1 711	19 005		26 108
Autres immobilisations corporelles	39 734	1 750	5 593		35 891
En-cours	10 392	1 476	3 454		8 414
Droit d'utilisation					
TOTAL	225 179	4 938	28 052	3 373	205 438

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
(En milliers)	Valeur brute au 31/12/2021	Acquisitions	Cession ou retrait	Dotation exercice	Valeur brute au 30/06/2022
Valeur brute	111 377	1 892	733		112 536
Amortissement	77 980		1 101	2 389	80 844
Valeur nette	33 397	1 892	-368	-2 389	31 692

MARGE D'INTÉRÊT		
(En milliers)	30/06/2022	30/06/2021
Sur opérations avec les établissements de crédits		18
Sur opérations avec la clientèle	363 819	296 536
Intérêts courus et échus sur titres		
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture		
Sur opérations de crédit bail	2 051	928
Autres intérêts et produits assimilés		
Produits d'intérêt	365 870	297 481
Sur opérations avec les établissements de crédits	42 253	30 231
Sur opérations avec la clientèle		
Sur dettes représentées par titres	56 628	49 617
Sur dettes subordonnées	4 350	5 328
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture		
Autres intérêts et charges assimilés	2	
Charges d'intérêt	103 232	85 176

TITRES DE CRÉANCES ÉMIS				
	31/12/2021	Augmentation	Diminution	30/06/2022
Bons de caisse				
Titres du marché interbancaire				
Titres de créances négociables	3 847 118	1 218 000	640 681	4 424 437
Emprunts obligataires				
Autres dettes représentées par un titre				
Total	3 847 118	1 218 000	640 681	4 424 437



COMPTES CONSOLIDÉS

RÉSULTAT SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

(En milliers)	30/06/2022	30/06/2021
Dividendes reçus		
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs/passifs à la juste valeur par le résultat		
Plus ou moins values latentes sur actifs/passifs à la juste valeur par le résultat		
Solde des relations de couverture des instruments dérivés ne répondant plus aux conditions de la comptabilité de couverture		
Variation de juste valeur des instruments dérivés		
Inefficacité de couverture à la juste valeur		
Inefficacité de couverture de flux de trésorerie		
Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat		

RÉSULTAT DES AUTRES ACTIVITÉS

(En milliers)	30/06/2022	30/06/2021
Produits de la promotion immobilière		
Produits sur opérations de location simple		
Variations de juste valeur des immeubles de placement		
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance		
Autres produits nets de l'activité d'assurances		
Variation des provisions techniques des contrats d'assurances		
Autres produits (charges) nets	26 662	21 510
Produits et charges nets des autres activités	26 662	21 510

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

(En milliers)	30/06/2022	30/06/2021
Charges de personnel	56 452	51 327
Impôts et taxes	1 481	1 334
Services extérieurs et autres charges	42 031	38 370
Charges d'exploitation	99 964	91 031

CHARGES DU PERSONNEL

(En milliers)	30/06/2022	30/06/2021
Salaires et appointements	35 668	31 079
Primes et indemnités	8 673	8 064
Charges de retraite	8 099	7 759
Charges d'assurances sociales	3 222	3 007
Autres charges de personnel	791	1 417
TOTAL	56 452	51 327

AMORTISSEMENT ET DÉPRÉCIATION DES IMMOBILISATIONS

(En milliers)	30/06/2022	30/06/2021
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	2 389	2 552
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	5 559	4 564
Dotations nettes aux provisions pour dépréciation		
TOTAL	7 948	7 116

COÛT DU RISQUE

(En milliers)	30/06/2022	30/06/2021
Dotations aux provisions	184 429	167 114
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	181 637	163 351
Provisions pour dépréciation des titres		
Provisions pour risques	2 792	3 764
Reprise de provisions	171 486	153 546
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	168 986	153 312
Provisions pour dépréciation des titres		
Provisions pour risques	2 500	235
Variation des provisions	12 943	13 568
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables	58	
Récupérations sur prêts et créances amorties	-2 401	-1 977
Autres pertes	912	
Coût du risque	11 513	11 591

CHARGE D'IMPÔT RECONNUE EN ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

(En milliers)	30/06/2022	30/06/2021
Charge d'impôts courants	47 433	42 935
Charge d'impôts différés	34 516	22 038
Charge d'impôts de la période	81 950	64 973

RÉSULTAT DE BASE ET RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION

(En milliers)	30/06/2022	30/06/2021
Résultat net part du Groupe	126 310	103 928
Nombre d'actions ordinaires émises	1 932	1 932
Résultat par action en dirhams	65	54

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

(En milliers)	30/06/2022	31/12/2021
Engagements de financements et de garantie donnés	76	326
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
- Crédits documentaires import		
- Acceptations ou engagements de payer		
- Ouvertures de crédit confirmés		
- Engagements de substitution sur émission de titres		
- Engagements irrévocables de crédit-bail		
- Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	76	326
- Crédits documentaires import		
- Acceptations ou engagements de payer		
- Ouvertures de crédit confirmés		
- Engagements de substitution sur émission de titres		
- Engagements irrévocables de crédit-bail		
- Autres engagements de financement donnés	76	326
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
- Crédits documentaires export confirmés		
- Acceptations ou engagements de payer		
- Garanties de crédits donnés		
- Autres cautions, avals et garanties donnés		
- Engagements en souffrance		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle		
- Garanties de crédits donnés		
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique		
- Autres cautions et garanties donnés		
- Engagements en souffrance		
Engagements de financements et de garantie reçus	1 387	1 418
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
- Ouvertures de crédits confirmés		
- Engagements de substitution sur émission de titres		
- Autres engagements de financement reçus		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	1 387	1 418
- Garanties de crédits		
- Autres garanties reçues	1 387	1 418
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
- Garanties de crédits		
- Autres garanties reçues		



RÉSULTATS FINANCIERS

AU 30 JUIN 2022

COMPTES CONSOLIDÉS

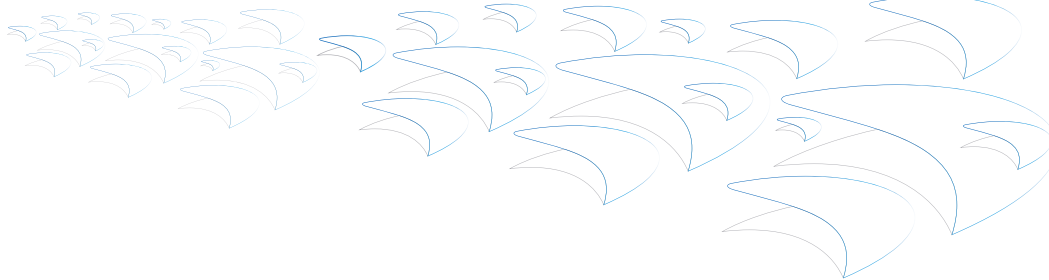


TABLEAU DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES									
	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres recyclables	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres non recyclables	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres clôture 31 Décembre 2021	193 200	1		624 335	571				818 106
Changement de méthodes comptables									-
Autres variations (Actualisation IFRS 16)				29 509					29 509
Capitaux propres d'ouverture 1^{er} janvier 2022	193 200	1		653 844	571				847 615
Opérations sur capital									-
Paievements fondés sur des actions									-
Opérations sur actions propres									-
Dividendes				-88 292					-88 292
Résultat de l'exercice au 30 Juin 2022				126 310					126 310
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (D)									-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (E)									-
Ecart de conversion : variations et transferts en Résultat (F)									-
Gains ou pertes latents ou différés (D)+(E)+(F)									-
Variation de périmètre									-
Autres variations (Actualisation IAS 19)				335					335
Capitaux propres clôture 30 Juin 2022	193 200	1		692 196	571				885 968

INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE		
FLUX DE TRÉSORERIE	30/06/2022	31/12/2021
1. Résultat avant impôts (A)	208 259	319 219
2. +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	7 948	13 879
3. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
4. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers		
5. +/- Dotations nettes aux provisions	-10 964	-13 030
6. +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		
7. +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement		
8. +/- Produits/charges des activités de financement	-11	
9. +/- Autres mouvements	11 174	-125 794
10. = Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements (B)	8 147	-124 945
11. +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés	650 210	160 429
12. +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-2 407 757	-1 236 354
13. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	1 743 453	1 160 656
14. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-244 485	-262 534
15. - Impôts versés	-47 433	-74 548
16. = Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15) (C)	-306 012	-252 351
17. FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÈRE PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE (Total des éléments A, B et C) (D)	-89 605	-58 077
18. +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations		
19. +/- Flux liés aux immeubles de placements		
20. +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	38 122	25 669
21. FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20) (E)	38 122	25 669
22. +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	88 292	74 548
23. +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	-23 267	-25 389
24. FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 22 et 23) (F)	65 026	49 160
25. Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie		
26. AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (Total des éléments D, E et F)	13 542	16 751
COMPOSITION DE LA TRÉSORERIE		
27. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE	1 630	1 630
28. Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)	1 630	1 630
29. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit		
30. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE	15 172	18 381
31. Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)	15 172	18 381
32. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit		
33. VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	13 542	16 751

PREUVE D'IMPÔTS		
	30/06/2022	31/12/2021
Résultat net de l'ensemble consolidé	126 310	193 425
Impôts exigibles (IS)	47 433	89 884
Impôts différés	34 516	35 909
Total charge fiscale consolidée IFRS	81 950	125 794
Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts	208 259	319 219
Taux effectif d'impôt (Total charge fiscale retraitée/résultat comptable IFRS retraité avant impôts)	39,35%	39,41%
Montant de différences de taux mère/filiale	-344	-524
Impôt sur différences temporelles	-34 516	-4 375
Effet des autres éléments	-2 622	-5 166
Charge fiscale recalculée		
Taux d'impôt légal au Maroc	37%	37%

VARIATION DES IMPÔTS DIFFÉRÉS AU COURS DE LA PÉRIODE				
	31/12/2021	Montants reconnus en résultat	Montants reconnus en capitaux propres	30/06/2022
Impôts différés actifs	137 264	1 286		138 551
Impôts différés passifs	148 705	35 803	17 331	201 839
Impôts différés actifs / passifs	-11 441	-34 516	-17 331	-63 288

7, Boulevard Driss Slaoui
20 160 Casablanca
Maroc

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101 boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

GROUPE SOFAC

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION INTERMÉDIAIRE CONSOLIDÉE

PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2022

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la société SOFAC S.A et ses filiales (Groupe SOFAC) comprenant l'état consolidé du bilan au 30 juin 2022, ainsi que l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie, ainsi que les notes annexes au terme du semestre couvrant la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2022. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 885.968 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 126.310.

Cette situation intermédiaire a été établie par le conseil d'administration le 25 juillet 2022, dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire des états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe SOFAC arrêtés au 30 juin 2022, conformément aux Normes Internationales d'Information financière (IFRS).

Casablanca, le 13 septembre 2022

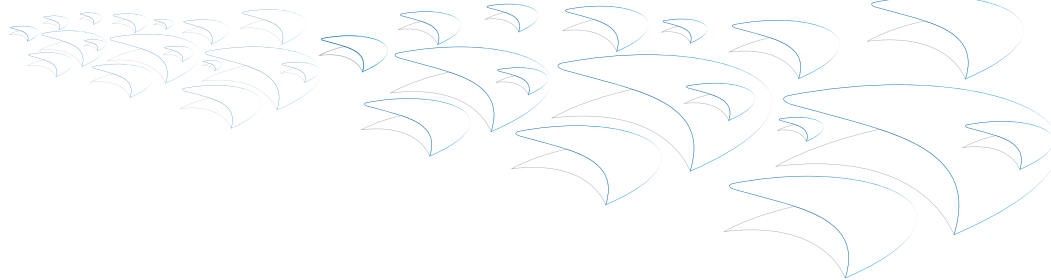
Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

FIDAROC GRANT THORNTON
Member of the Grant Thornton
International
7-Sid. Driss Slaoui - Casablanca
Tél : 05 22 54 48 99 - Fax : 05 22 28 66 70
Faïçal MEKOUAR
Associé

MAZARS AUDIT ET CONSEIL

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101 Boulevard Abdelmoumen
20300 Casablanca
Tél : 05 22 42 34 25
Fax : 05 22 42 34 25
Taha FERDÁOÛS
Associé



EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 30/06/2022

PRÉAMBULE

RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards - IFRS) ont été appliquées aux comptes consolidés du Groupe SOFAC à compter du 1^{er} janvier 2020 avec bilan d'ouverture et au 1^{er} janvier 2019, conformément aux prescriptions énoncées par la norme IFRS 1 « Première application des normes d'information financière internationales », et par les autres normes du référentiel IFRS, en tenant compte de la version et des interprétations des normes telles qu'elles ont été adoptées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

BASES DE PRÉSENTATION

En l'absence de modèle standard préconisé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au modèle des états de synthèse proposé au chapitre IV du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du Groupe SOFAC sont établis trimestriellement à partir des comptes individuels de SOFAC SA et des entités sur lesquelles elle exerce un contrôle ou une influence notable.

Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle s'entend comme le fait de détenir le pouvoir sur l'entité, d'être exposé ou de bénéficier de droits sur les rendements variables vu l'implication dans l'entité et enfin, le fait d'avoir la capacité d'influer sur ces rendements eu égard au pouvoir détenu. Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que ce contrôle cesse. La quote-part de résultat net et de capitaux propres revenant aux tiers vient respectivement en déduction du résultat net et des capitaux propres de l'ensemble consolidé et est présentée sur la ligne « intérêts minoritaires ».

Participations dans les entreprises associées

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence; l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus. Selon la méthode de la mise en équivalence, les titres de participation sont comptabilisés au coût, ajusté des modifications post-acquisition dans la quote-part de l'investisseur dans l'entité détenue, et des éventuelles pertes de valeurs de la participation nette. Les pertes d'une entité consolidée selon la méthode de la mise en équivalence qui excèdent la valeur de la participation du groupe dans cette entité ne sont pas comptabilisées, sauf si :

- le groupe a une obligation légale ou implicite de couvrir ces pertes ;
- ou
- le groupe a effectué des paiements au nom de l'entreprise associée.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du Groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée à la date d'acquisition, est comptabilisé en tant que goodwill mais n'est pas présenté au bilan parmi les autres goodwill du Groupe. Ce dernier est, en effet, inclus dans la valeur comptable de la participation mise en équivalence et est testé pour dépréciation dans la valeur comptable totale de la participation. Tout excédent de la quote-part du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité sur le coût d'acquisition, est comptabilisé immédiatement en résultat.

Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer une influence notable ne sont plus consolidées à partir de

cette date et sont évaluées au plus bas de leur valeur d'équivalence à la date de sortie de périmètre ou de leur valeur d'utilité.

Retraitements de consolidation

Toutes les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...). Les résultats des cessions internes réalisées avec les sociétés mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt du Groupe dans ces sociétés.

Date de clôture

Toutes les entités du Groupe sont consolidées à partir de comptes annuels au 31 décembre, semestriels au 30 juin ou trimestriels au 30 mars et au 30 septembre.

La liste des entités consolidées par le Groupe à la date de clôture est fournie ci-dessous :

A fin juin 2022, le périmètre de consolidation du Groupe SOFAC inclut les entités ci-après :

Dénomination sociale	30/06/2022		31/12/2021		Méthode de consolidation
	% Intérêt	% Contrôle	% Intérêt	% Contrôle	
SOFAC	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Consolidante
SOFASSUR	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
SSF	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale

MÉTHODES COMPTABLES

IFRS 16 « CONTRATS DE LOCATION »

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements.

Deux types de contrat de location sont définis par la norme :

- Un contrat de location-financement qui est un contrat qui transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif ;
- Un contrat de location simple qui est tout contrat de location autre qu'un contrat de location-financement.

Les biens faisant l'objet d'un contrat de location financement sont comptabilisés à l'actif (immobilisation) et au passif (dette financière) à la plus faible valeur entre la juste valeur et la valeur actualisée (au taux d'intérêt effectif) des paiements minimaux du contrat.

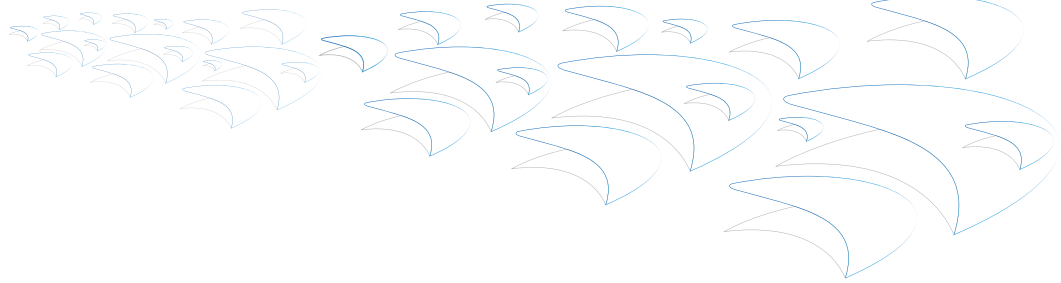
L'amortissement du bien est comptabilisé en charges, et les intérêts de la période calculés au taux d'intérêt implicite du contrat.

CONTRATS DE LOCATION SOUS IFRS 16

La nouvelle norme IFRS 16 sur les contrats de location, publiée le 13 janvier 2016, est entrée en vigueur dans les comptes des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2019. IFRS 16 remplace la norme IAS 17, ainsi que les interprétations correspondantes (IFRIC 4 « Déterminer si un accord contient un contrat de location », SIC 15 « Avantages dans les contrats de location simple » et SIC 27 « Evaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location »).

Les contrats de location (Location financement et Location simple) sont traités de la même manière. Il en résulte une comptabilisation au bilan de tous les contrats de location :

- d'un Droit d'utilisation sur l'actif loué, comptabilisé à l'actif dans les immobilisations ;
- d'une Dette locative, au titre des loyers et des autres paiements à effectuer pendant la durée de la location.



La nouvelle norme fait la distinction très claire entre la définition d'un contrat de location (le client obtient le contrôle sur l'utilisation d'un actif) et d'un contrat de service (le fournisseur conserve le contrôle de l'utilisation de l'actif).

Méthode de transition

Pour la transition, le Groupe SOFAC a opté pour l'approche rétrospective modifiée. La méthode implique la prise en compte des frais de location restants dus au 1^{er} janvier 2019 et le calcul de la valeur nette des contrats de location en utilisant le taux d'emprunt marginal moyen pondéré (et non le taux d'actualisation implicite dans le contrat). La valeur nette des actifs loués est égale au passif à compter du 1^{er} janvier 2019.

Exemptions d'utilisation

Le Groupe SOFAC a utilisé les deux exemptions proposées par la norme :

- L'une porte sur les contrats ayant une durée inférieure ou égale à un an ;
- L'autre sur les locations d'actifs de faible valeur (le chiffre cité est de 5 000 USD).

Durée et typologie des contrats de location simples retenues

La durée appliquée dépend de la nature des contrats concernés :

- Location des agences dont la durée appliquée est de 9 ans.
- Location des logiciels et matériels informatiques dont la durée appliquée est celle du contrat.

JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par la norme IFRS 13. Celle-ci correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation. Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classification soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE), soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

- **Niveau 1 :** justes valeurs correspondant à des cours sur des marchés actifs. Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif.
- **Niveau 2 :** justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1. Sont présentés en niveau 2 les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs) et fondée sur des données de marché observables ;
- **Niveau 3 :** justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité

IFRIC 23 « INCERTITUDES RELATIVES AUX TRAITEMENTS FISCAUX »

Cette interprétation clarifie les modalités de comptabilisation et d'évaluation de l'impôt sur les bénéfices lorsqu'une incertitude existe sur le traitement fiscal à appliquer.

Pour la mise en œuvre de cette interprétation, le Groupe a opté pour la méthode rétrospective partielle, en comptabilisant l'effet cumulatif de la première application dans les capitaux propres du bilan d'ouverture.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Méthodologie de classification et d'évaluation des actifs financiers :

Les éléments saillants apportés par la norme consistent en :

- La réduction du nombre de catégories d'actifs : trois au lieu des quatre proposées par IAS 39 (coût amorti, juste valeur par capitaux propres et juste valeur par résultat, qui devient la catégorie par défaut) ;
- La classification selon deux critères : le modèle de gestion et les caractéristiques des flux de trésorerie des actifs financiers considérés. L'établissement détermine le modèle de gestion selon l'une des trois options définies par la norme :
 - Soit percevoir les flux de trésorerie contractuels et garder jusqu'à l'échéance (HTC : Hold To Collect) ;
 - Soit percevoir les flux contractuels et vendre l'actif (HTCS : Hold To Collect and Sell) ;
 - Soit vendre l'actif (HTS : Held for Sale).

L'établissement doit déterminer si les flux de trésorerie contractuels sont composés uniquement du paiement du principal et des intérêts (« Solely Payment of Principal and Interest « SPPI ») pour comptabiliser les instruments financiers au coût amorti. Dans le cas contraire, ils sont obligatoirement comptabilisés à la juste valeur, ce qui se matérialise par l'intention de vendre un actif, et se traduit par des impacts sur le compte de résultat ou sur les réserves pour des catégories d'actifs spécifiques.

Actifs financiers au coût amorti

Les actifs financiers sont classés au coût amorti si les deux critères suivants sont remplis: le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels (« collecte ») et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Les actifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération ainsi que les commissions liées à la mise en place des crédits. Ils sont évalués ultérieurement au coût amorti. Ces actifs financiers font également l'objet dès l'origine d'un calcul de dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit.

Tous les actifs financiers détenus par le Groupe SOFAC sont évalués au coût amorti.

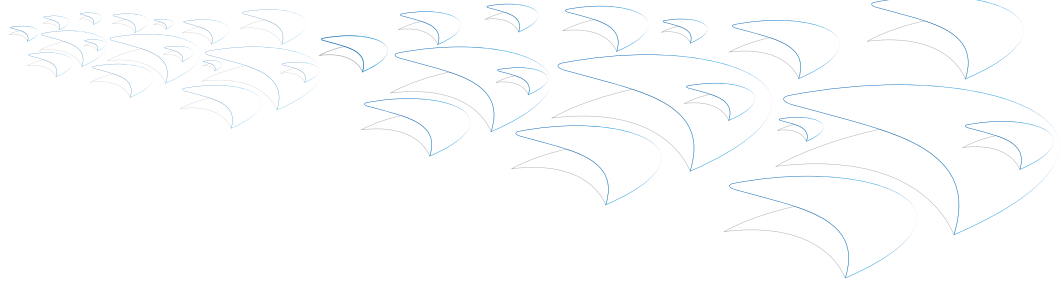
Dépréciation des instruments financiers

La norme IFRS 9 remplace le modèle de pertes encourues d'IAS 39 par un modèle unique de dépréciation, prospectif, fondé sur les « pertes attendues ».

Elle concerne les instruments financiers tels que les placements de trésorerie, les prêts et les engagements hors bilan donnés à la clientèle ainsi que les titres et les instruments financiers à la JV par capitaux propres recyclables (JV OCI).

La norme IFRS 9 introduit

- Un principe nouveau de provisionnement des encours sains et non sensibles (dépréciation dès l'octroi) ;
- Trois « stages » dans lesquels sont classés les actifs en fonction de leur qualité de crédit. Les modalités de calcul des dépréciations diffèrent d'un stage à un autre ce qui nécessite le suivi de la dégradation significative du risque de crédit depuis la date d'octroi.
- De nouveaux paramètres pour le calcul des provisions :
 - ECL (expected credit loss) « point in time » par opposition à l'expected loss (EL) bâlois " Through the cycle "
 - L'intégration du forward looking : il s'agit d'intégrer les évolutions éventuelles de certains agrégats pertinents (données prospectives) dans l'appréciation de défaut des actifs ou groupes d'actifs.



Modèle à 3 stages

Selon la norme IFRS 9, les modalités de calcul des pertes attendues sur les actifs financiers dépendent de la classe ou du niveau de risques à laquelle appartiennent ces actifs. La norme prévoit trois (3) stages distincts selon le niveau de dégradation de risque d'un actif depuis l'origination :

Stage 1: loge les actifs financiers sains n'ayant pas connu d'augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale. La dépréciation sur les actifs de cette catégorie correspond à la perte attendue sur un horizon de 12 mois.

Stage 2: reprend les actifs considérés comme risqués ou dont la qualité de crédit s'est significativement détériorée sans qu'aucune perte de crédit n'ait cependant été observée, pour ces actifs, la dépréciation représentera alors la perte de crédit attendue sur la durée de vie total du contrat (jusqu'à sa date d'échéance).

Stage 3: comprend les actifs dont la qualité s'est significativement détériorée et une perte est observée au point que la recouvrabilité du principal est mise en cause. Comme pour les actifs en stage 2, la dépréciation sera estimée « à maturité ».

Options de staging retenu par SOFAC

- **Bucket 1:** Aucun impayé;
- **Bucket 2:** 1 et 2 impayés ou Dossier ayant atteint le défaut historiquement et régularisé par la suite;
- **Bucket 3 (défaut):** Les dossiers présentant 3 impayés et plus.

La méthodologie la plus appropriée de calcul des ECL est le cas général. SOFAC dispose de toutes les données historiques sur son portefeuille permettant de calibrer les paramètres du risque (EAD, PD et LGD) et ainsi de calculer les pertes de crédit attendues.

- **La Probabilité de Défaut (PD):** représente le taux de passage en défaut. Elle est issue des matrices de transitions calculées sur l'historique des impayés (mois par mois).
- **La LGD (Loss Given Default):** représente le montant de la perte en cas de défaut. La LGD est calculée à partir des courbes de récupération des créances contentieuses et calibrée pour les créances non contentieuses par un historique de passage en contentieux tenant compte du taux de retour en sain.
- **L'EAD (Exposure At Default):** représente l'exposition en cas de défaut en prenant en considération les remboursements par anticipation. Les remboursements anticipés concernent tout le portefeuille. Ils sont observés et un historique de tous les remboursements anticipés est disponible pour le calcul du taux de remboursement annuel empirique.
- **L'ECL (Expected Credit Loss):** représente la perte de crédit attendue à maturité.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Une immobilisation corporelle est un bien par nature durable détenu par l'entreprise pour être utilisé par elle-même ou loué à des tiers.

Pour l'évaluation d'une immobilisation corporelle, une entité doit choisir une des méthodes suivantes :

Le modèle du coût amorti correspond au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeurs. Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers et possédant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chacun des composants est amorti de façon systématique sur sa durée d'utilité propre, de manière à refléter le rythme de consommation des avantages économiques.

Le modèle de la réévaluation peut être retenu lorsque la juste valeur des immobilisations corporelles peut être déterminée de manière fiable. Le montant comptabilisé dans ce cas correspond à la juste valeur de l'immobilisation à la date de réévaluation diminuée du cumul des amortissements ultérieurs et des pertes de valeur. La fréquence de la réévaluation dépend des fluctuations de la juste valeur des immobilisations. Lorsque la juste valeur d'un actif réévalué diffère significativement de sa valeur comptable, une nouvelle réévaluation est nécessaire.

La juste valeur: correspond au prix qui serait perçu à l'occasion de la vente d'un actif ou le prix qui serait payé pour transférer une dette, dans le cadre d'une opération conclue à des conditions normales par des intervenants de marché, à la date de l'évaluation.

La valeur résiduelle : correspond au prix actuel de l'actif en tenant compte de l'âge et de l'état prévisible de l'immobilisation à la fin de sa durée d'utilité.

La durée d'utilité: désigne la période pendant laquelle l'entité s'attend à utiliser un actif. L'amortissement débute quand cet actif est disponible pour être utilisé. Par conséquent, l'amortissement cesse quand l'actif est sorti du bilan. La base amortissable correspond au coût de l'actif (ou montant réévalué) diminué de sa valeur résiduelle.

Pour les besoins de la FTA (First Time Adoption), le groupe SOFAC a opté pour la réévaluation à la juste valeur pour les terrains et immeubles d'exploitation et pour l'application de l'approche par composants pour les mobiliers et matériels. Les immobilisations concernées par les retraitements en FTA se présentent comme suit :

Catégorie	Libellé	Nature de la valeur retenue
Immeubles d'exploitation	Siège SOFAC	Réévaluation
Immeuble d'exploitation	Agence RABAT	Réévaluation

Pour les évaluations ultérieures (post-FTA), les immobilisations corporelles sont évaluées selon le modèle du coût amorti calculé sur la base de ce qui suit.

Catégorie	Composants	Durée d'utilité
Catégorie A	Gros œuvre, terrassement	50 ans
Catégorie B	Façade, menuiserie, revêtements et aménagements extérieurs, faux plafond	30 ans
Catégorie C	Etanchéité, électricité, précâblage	15 ans
Catégorie D	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, réseau téléphonique	10 ans

Type	Durée en social	Durée utilité IFRS
Matériel roulant	5 ans	5 ans
Matériel informatique	Entre 5 et 10 ans	Entre 5 et 10 ans
Matériel de bureau	5 ans	5 ans
Mobilier de bureau	Entre 5 et 10 ans	10 ans
Autres matériel et mobilier	5 ans	5 ans

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

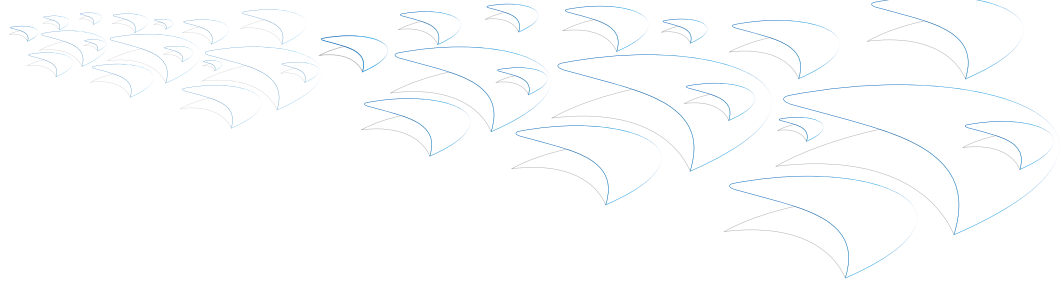
Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès leur mise en service.

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles portent essentiellement sur les logiciels acquis. Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constatées depuis leur date d'acquisition.

COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES ACTIFS ET PASSIFS

Comptes de régularisation et autres actifs

Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, les charges constatées d'avance et les produits à recevoir. Les autres actifs comprennent, notamment, les créances sur le personnel, les créances sur les organismes sociaux, les sommes dues par l'État (hors actifs d'impôt exigible et différé), les valeurs et emplois divers et les comptes de débiteurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes de l'actif.



Comptes de régularisation et autres passifs

Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, produits constatés d'avance et charges à payer. Les autres passifs comprennent, notamment, les dettes envers le personnel, les dettes envers les organismes sociaux, les sommes dues à l'État (hors passifs d'impôt exigible et différé) et les comptes de créanciers divers qui ne figurent pas dans les autres postes du passif.

ACTIFS ET PASSIFS ÉVENTUELS

Actifs éventuels

Un actif éventuel est un actif potentiel résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du Groupe. Les actifs éventuels ne sont pas comptabilisés par le Groupe SOFAC mais font l'objet d'une communication de cette éventualité d'entrée d'avantages économiques, lorsque leur montant est significatif.

Passifs éventuels

Un passif éventuel est :

➤ Une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ;

ou

➤ Une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car :

➤ Il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ;

ou

➤ Le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés (sauf dans le cadre d'un regroupement d'entreprise conformément à la norme IFRS 3) mais font l'objet d'une communication en notes annexes lorsque leur montant est significatif.

AVANTAGES AU PERSONNEL

Le groupe SOFAC dispose d'une police d'assurance maladie pour le compte du personnel Actif Permanent et des retraités. Les retraités bénéficient gratuitement de la couverture maladie post emploi.

Cette couverture maladie est viagère pour l'ensemble des retraités. En outre, les conjoints et les ayants droit bénéficient de la couverture médicale tant que l'ouvrant droit (i.e. le retraité) est en vie. En cas de décès de ce dernier, ils ne sont plus couverts par le contrat.

Sur la base de notre analyse, l'assistance médicale postérieure à l'emploi est classée comme un régime d'avantages à prestations définies au sens de la norme IAS 19 qui doit être évalué et comptabilisé.

IMPÔTS DIFFÉRÉS

La norme IAS 12 impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice. Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision soit dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au compte de résultat de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation actuelle juridique ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable.

Les montants comptabilisés sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.

Les passifs éventuels hors regroupement d'entreprises ne sont pas comptabilisés. Toutefois, il y a lieu de les mentionner en annexes s'ils sont significatifs.

JUGEMENTS UTILISÉS DANS LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

La préparation des états financiers du Groupe exige du management la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont rattachées.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.

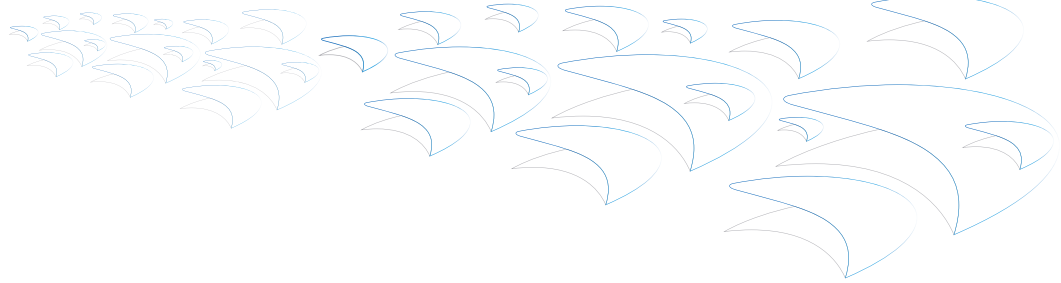
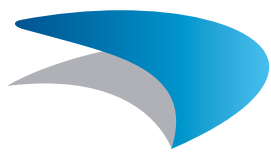
Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :

➤ Le calcul des pertes de crédit attendues avec plus particulièrement l'évaluation du critère d'augmentation significative du risque de crédit, les modèles et hypothèses utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues, la détermination des différents scénarios économiques et de leur pondération ;

➤ L'usage de modèles internes pour le calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés sur un marché actif ;

➤ Des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels (goodwill principalement) ;

➤ Des provisions pour risque et charges entrant dans le champ d'application de la norme IAS 37.



DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

Conformément aux exigences réglementaires en vigueur, Sofac a procédé à la formalisation de politiques et chartes des risques qui fixent, pour l'ensemble des risques auxquels la société est exposée, les règles et bonnes pratiques de gestion à respecter à chaque étape des processus de décision et de gestion à savoir, l'identification, la mesure, la maîtrise et le contrôle. Ces politiques et chartes sont régulièrement mises à jour et font l'objet de validation par les plus hautes instances de la société.

RISQUE DE CRÉDIT

a - Politique de gestion du risque de crédit

Le Risque de Crédit est le risque de non-remboursement par des clients de leurs engagements envers la société, partiellement ou en intégralité, dans les délais et dans les conditions convenues, et qui pourrait entraîner une perte financière pour ladite société. C'est la catégorie de risque à laquelle la société est la plus exposée, qui peut être corrélée à d'autres catégories de risque et s'étend par nature au risque de concentration.

SOFAC a mis en place une politique de gestion du risque de crédit. Elle a pour but de fournir, aux différentes entités de la société, des principes applicables à leurs activités, dès lors qu'elles sont susceptibles de générer un **Risque de Crédit** ou de contrepartie pour compte propre.

b - Comitologie

Des Comités sont tenus régulièrement afin d'assurer le pilotage et le suivi des travaux liés à l'activité. Il s'agit notamment du :

- **Comité des Risques** : assiste le Conseil d'Administration en matière de stratégie, de gestion et de surveillance des risques auxquels l'établissement est exposé
- **Comité Risque de crédit** : désigne des comités de crédit, valide les règles d'octroi et le manuel d'acceptation, valide les seuils d'acceptation par les grilles de scoring, valide les grilles de délégation de pouvoirs, suit périodiquement les indicateurs de risque.

c - Structuration des opérations de crédit

Chaque opération de crédit doit être structurée selon les procédures en place et elle doit avoir :

- Un objet économique avéré ;
- Une maturité en conformité avec l'objet du crédit ;
- Un revenu en adéquation avec le risque pris par la société. La tarification doit être en adéquation avec le niveau de **Risque de Crédit** des contreparties ;
- Une sécurité évidente par la capacité de remboursement de la contrepartie ;
- Une garantie ou sûreté pour conforter la position de la société à travers au moins un contrat de crédit.

d - Scoring

Le scoring est un modèle statistique développé sur la base du comportement historique des clients, sur au moins 3 ans, à travers une régression logistique pour prédire le défaut des clients futurs.

Le scoring des demandes émanant des contreparties joue un rôle primordial dans l'appréciation du degré de **Risque de Crédit** du portefeuille des engagements de Sofac et par la suite dans la prise de décision.

Pour la clientèle de Sofac, les décisions d'octroi sont prises sur la base d'un système de scoring spécifique et complété par des règles d'octroi relatives à chaque type de produit et chaque catégorie de clientèle.

Le pilotage du processus de mise en œuvre et de la validation du système de scoring incombe à l'entité **Risque de Crédit** qui assure le maintien de ce dispositif.

L'entité **Risque de Crédit** assure la surveillance de la qualité du scoring semestriellement à travers des reportings spécifiques mesurant la stabilité et la **performance** du score.

e - Surveillance des risques – contrôles a priori

Avant tout déblocage de crédit, une série de contrôle est systématiquement réalisée :

- Contrôle des données du dossier de crédit ;
- Contrôle du respect du niveau de délégation ;
- Contrôle de la conformité de la documentation juridique ;
- Contrôle des données saisies au niveau du système d'information ;
- Contrôle du respect des limites de concentration.

f - Surveillance du portefeuille des engagements

La surveillance du portefeuille des engagements se fait par le biais de plusieurs indicateurs, tant au niveau du risque à l'octroi qu'au niveau du risque en cours de vie des dossiers.

Les analyses multicritères du portefeuille des engagements sont un contrôle a posteriori qui consiste à identifier et à suivre l'ensemble des engagements de la société selon plusieurs axes d'analyse dont notamment : les produits, les maturités, les clients, les groupes d'affaires, les segments de clientèle, les règles d'octroi, les catégories de créances (saines et en souffrance), les secteurs d'activité, les agences, les zones géographiques, les types de sûreté, etc.

g - Limites de concentration

Les engagements de SOFAC sont maintenus dans les limites globales, dites limites de concentration, fixées dans le respect de la réglementation. Ces limites sont revues, autant que nécessaire en tenant compte notamment du niveau des fonds propres de la société et de chacune de ses entités, et sont validées par le Comité **Risque de Crédit**.

h - Délégation de pouvoirs

Ce principe régit l'octroi de nouveaux prêts et le renouvellement des crédits. A partir d'un seuil d'encours client et pour les demandes non acceptées systématiquement, au moins deux personnes, dont impérativement une de l'entité **Risque de Crédit**, doit approuver ces demandes.

La prise de décision est basée sur le principe de la délégation individuelle du pouvoir d'approbation. L'autorité d'approbation est accordée à des individus - intuitu personae - sur la base de leur expérience, jugement, compétence et formation professionnelle.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Conformément à la réglementation en vigueur, Sofac définit le risque opérationnel comme étant le « risque de perte résultant de carences ou de défaillances inhérentes aux procédures, au personnel et aux systèmes internes ou à des événements extérieurs ». Cette définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation.

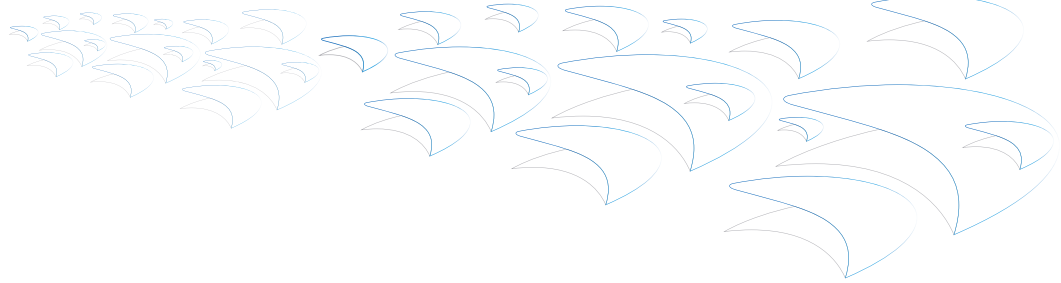
a - Processus de gestion du risque opérationnel

Le processus de gestion des risques opérationnels au sein de SOFAC est composé de méthodologies et pratiques liées aux activités d'identification, d'évaluation, de suivi et de traitement des risques opérationnels.

➤ Identification des risques

L'identification des risques opérationnels liés à l'activité de l'établissement a pour objectif de recenser l'ensemble des défaillances (avérées / potentielles) pouvant avoir une incidence sur le fonctionnement de ses processus, et par conséquent empêcher l'atteinte de ses objectifs.

Un risque se caractérise par une ou plusieurs causes génériques (déclencheur(s) de l'événement de risque), une catégorie d'événement bâloise et une ou plusieurs conséquences.



➤ Évaluation des risques

La gravité d'un risque se mesure selon deux paramètres:

- Le niveau de fréquence ;
- Le niveau d'impact du risque (la sévérité).

La connaissance de ces deux paramètres permet de positionner les risques sur une matrice « Fréquence x Impact » et de classer les risques selon une échelle de gravité.

➤ Indicateurs de suivi des risques

Les indicateurs de suivi des risques (Key Risk Indicators : KRI) offrent une vision instantanée des modifications de l'environnement de risque et de contrôle interne, pouvant avoir un impact sur le profil de risque de la société.

L'objectif consiste, pour chaque processus ou ensemble de processus, à déterminer ce qui peut renforcer l'occurrence d'un événement de pertes, c'est-à-dire les sources potentielles à l'origine d'une dégradation du profil de risque de la société.

Ces indicateurs comportent généralement des seuils, dont le dépassement déclenche la mise en œuvre d'actions préventives.

➤ Mécanisme de couverture des risques

Une bonne maîtrise du risque opérationnel dans la société nécessite, outre une bonne mesure du niveau de risque, la mise en place et le suivi de dispositifs visant à prévenir ou à atténuer le risque opérationnel.

Il existe 4 types de mécanismes de couverture du risque opérationnel:

- Les mesures de prévention sur les occurrences, qui visent à agir sur la diminution de la fréquence d'occurrence des risques;
- Les mesures de prévention sur les impacts, qui visent à agir sur l'atténuation de l'impact financier, en cas de survenance de la défaillance;
- Les mesures de contrôle qui visent à anticiper la survenance d'un risque ou à en éviter sa propagation à la défaillance;
- Les assurances qui permettent de diminuer l'impact financier d'une défaillance.

➤ Collecte des incidents

Un incident correspond à la survenance effective d'un risque au sein de la société. Il peut provoquer:

- Une ou plusieurs pertes opérationnelles;
- Un incident sans impact financier, i.e. « quasi-perte »;
- À la fois une (ou des) perte(s) ainsi que des impacts non financiers.

Un incident doit nécessairement être relié à un risque. Si ce n'est pas possible, il est nécessaire de mettre à jour la cartographie des risques afin que cette dernière reflète au mieux la réalité des risques encourus par la société.

b - Comitologie

A travers le Comité des Risques, le Conseil d'Administration approuve le dispositif d'identification et de gestion des Risques Opérationnels (RO), sa stratégie, ses orientations, sa politique, et ses principes.

A cet égard, le Comité des Risques est chargé de ce qui suit:

- Examiner la Stratégie de gestion du risque Opérationnel et formuler des recommandations à l'organe d'administration à ce sujet;
- Passer en revue, au moins une fois par an, la politique de gestion du risque opérationnel et le dispositif d'appétence pour le risque de l'établissement;
- Évaluer la qualité et la pertinence du dispositif d'identification, de mesure et d'atténuation des risques opérationnels encourus par l'établissement;
- Fournir à l'organe d'administration des avis sur l'appétence au risque actuel et futur;
- Surveiller la mise en œuvre, par l'organe de direction, de la déclaration d'appétence au risque;

- S'assurer de l'efficacité du processus d'adéquation des fonds propres internes destinés à couvrir les risques opérationnels, tenant compte de l'appétence au risque définie par le conseil d'administration.

c - Plan de continuité d'activité

L'entreprise ne peut empêcher la survenance de certains risques exogènes et endogènes, tels que les inondations et les attaques virales, mais elle peut à défaut en limiter les impacts. C'est alors qu'intervient notamment le plan de continuité d'activité PCA.

Ce plan est défini par le comité de Bâle comme étant « l'ensemble des mesures visant à assurer, selon divers scénarii de crises, y compris face à des chocs extrêmes, le maintien, le cas échéant de façon temporaire selon un mode dégradé, des prestations de services essentielles de l'entreprise puis la reprise planifiée des activités ».

A Sofac, l'élaboration du plan de continuité répond à la nécessité:

- D'identifier les processus vitaux de l'entreprise;
- D'analyser les risques de rupture de service;
- D'évaluer les conséquences;
- De prévoir les actions et les moyens pour assurer dans les meilleures conditions possibles la continuité de l'activité en cas d'indisponibilité ou de perturbation totale ou partielle des processus de l'entreprise.

RISQUES DE TAUX ET DE LIQUIDITÉ – ALM

a - Évaluation du risque de liquidité

L'identification et la quantification du risque de liquidité permet de se prémunir contre le risque de défaillance des engagements émis.

SOFAC procède au calcul des impasses de liquidité, découlant de la différence entre les flux des emplois et ressources tout au long de leur durée d'amortissement. L'objectif est d'estimer les gaps de liquidité et les besoins de refinancement en complément du suivi des flux de trésorerie à court terme.

Le calcul des gaps de liquidité (encours des ressources moins encours des emplois) est établi sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1 an, 2 ans...10 ans), il est obtenu en utilisant les tableaux d'amortissement des contrats de prêts pour les postes contractuels, et des règles d'écoulement de la liquidité pour les autres postes non contractuels.

b - Évaluation du risque de taux

Le risque de taux est le risque de perte financière encouru en cas de variation des taux d'intérêt du fait de l'ensemble des opérations de bilan. Il traduit l'incertitude sur les résultats financiers induits par l'exposition aux variations de la courbe des taux.

SOFAC procède au calcul de l'impasse de taux représentant la différence entre les emplois et ressources à taux fixes, ventilée par bande d'échéances. Ces gaps sont ensuite actualisés.

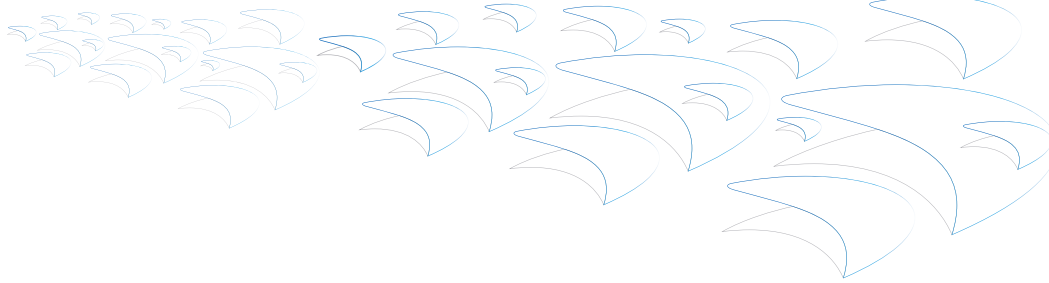
La différence entre cette VAN calculée avec les taux actuels et la VAN calculée avec ces taux +100 pb et +200 pb permet de déduire la sensibilité du bilan aux variations des taux.

c - Couverture des gaps de taux et de liquidité.

Le Comité ALM décide, en cas de besoin, des mesures à prendre afin d'atténuer les gaps de taux fixe et les gaps de liquidité et de respecter les limites ALM, par le recours aux instruments de financement spécifiques, ou des révisions concernant les lignes de crédit ouvertes par l'établissement.

d - Le suivi des risques de taux et de liquidité

Le suivi des risques de taux et de liquidité est assuré par le Comité ALM, à travers un reporting trimestriel. Ce suivi est renforcé par des limites d'exposition à ces risques. Les données risques sont agrégées trimestriellement afin que les organes de gouvernance puissent disposer d'une vue globale de l'ensemble des risques de taux d'intérêt et de liquidité de SOFAC. Ces données sont présentées au Comité ALM et au Comité des Risques.



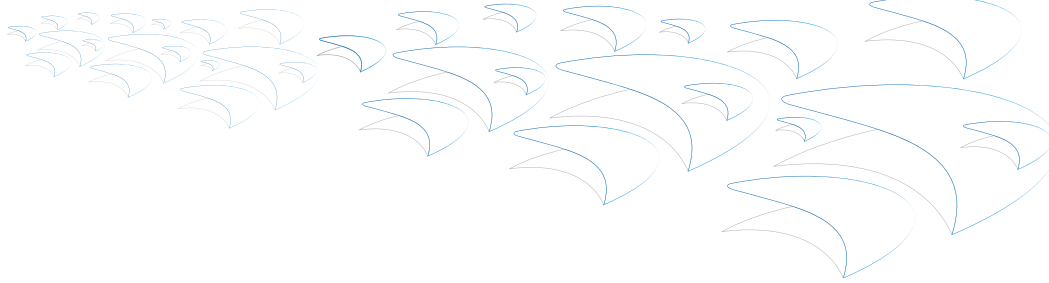
COMPTES SOCIAUX

BILAN ACTIF (En milliers)	30/06/2022	31/12/2021
1.Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	15 172	1 452
2.Créances sur les établissements de crédit et assimilés	58 765	58 418
. A vue	58 765	58 418
. A terme		
3.Créances sur la clientèle	5 490 378	4 957 436
. Crédits de trésorerie et à la consommation	5 193 002	4 719 143
. Crédits à l'équipement		
. Crédits immobiliers		
. Autres crédits	297 376	238 292
4.Créances acquises par affacturage		
5.Titres de transaction et de placement	499 827	499 837
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance	499 827	499 837
. Titres de propriété		
6.Autres actifs	636 504	620 652
7.Titres d'investissement		
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
8.Titres de participation et emplois assimilés	6 157	10 621
9.Créances subordonnées		
10.Immobiliations données en crédit-bail et en location	5 548 850	4 934 777
11.Immobiliations incorporelles	20 968	21 814
12.Immobiliations corporelles	37 376	39 116
TOTAL DE L'ACTIF	12 313 998	11 144 122

BILAN PASSIF (En milliers)	30/06/2022	31/12/2021
1.Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
2.Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2 739 470	2 330 161
. A vue	253 077	203 345
. A terme	2 486 394	2 126 816
3.Dépôts de la clientèle	2 735 766	2 732 655
. Comptes à vue créditeurs		
. Comptes d'épargne		
. Dépôts à terme		
. Autres comptes créditeurs	2 735 766	2 732 655
4.Titres de créance émis	4 424 437	3 847 118
. Titres de créance négociables émis	4 424 437	3 847 118
. Emprunts obligataires émis		
. Autres titres de créance émis		
5.Autres passifs	1 421 571	1 240 251
6.Provisions pour risques et charges	136 060	136 466
7.Provisions réglementées		
8.Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
9.Dettes subordonnées	185 066	182 944
10.Ecarts de réévaluation		
11.Réserves et primes liées au capital	175 180	175 180
12.Capital	193 200	193 200
13.Actionnaires.Capital non versé (-)		
14.Report à nouveau (+/-)	217 854	172 384
15.Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
16.Résultat net de l'exercice (+/-)	85 395	133 762
Total du Passif	12 313 998	11 144 122

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2022	30/06/2022	30/06/2021
I.PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	998 864	773 064
1.Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit		18
2.Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	282 160	254 315
3.Intérêts et produits assimilés sur titres de créance		
4.Produits sur titres de propriété	29 708	25 183
5.Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	600 196	431 756
6.Commissions sur prestations de service	56 057	50 925
7.Autres produits bancaires	30 743	10 866
II.CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	650 999	473 215
8.Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de Crédit	41 142	29 103
9.Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle		
10.Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	60 978	54 945
11.Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	540 299	383 775
12.Autres charges bancaires	8 580	5 392
III.PRODUIT NET BANCAIRE	347 865	299 848
13.Produits d'exploitation non bancaire	214	299
14.Charges d'exploitation non bancaire	68	
IV.CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	144 056	133 042
15.Charges de personnel	52 740	47 907
16.Impôts et taxes	1 478	1 331
17.Charges externes	83 550	77 289
18.Autres charges générales d'exploitation	1 798	1 462
19.Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	4 490	5 052
V.DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRECOURVABLES	185 772	146 113
20.Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	178 458	144 573
21.Pertes sur créances irrécouvrables	58	
22.Autres dotations aux provisions	7 256	1 540
VI.REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPERATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	110 415	94 927
23.Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	104 815	92 715
24.Récupérations sur créances amorties	2 401	1 977
25.Autres reprises de provisions	3 199	235
VII.RÉSULTAT COURANT	128 598	115 920
26.Produits non courants	181	5 040
27.Charges non courantes	6 453	3 142
VIII.RÉSULTAT AVANT IMPOTS	122 327	117 818
28.Impôts sur les résultats	36 932	36 644
IX.RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	85 395	81 174

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2022	30/06/2022	30/06/2021
I - TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS		
1.(+) Intérêts et produits assimilés	282 160	254 333
2.(-) Intérêts et charges assimilées	102 119	84 048
Marge d'intérêt	180 040	170 285
3.(+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	600 196	431 756
4.(-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	540 299	383 775
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	59 896	47 981
5.(+) Commissions perçues	56 057	50 925
6.(-) Commissions servies	6 662	3 006
Marge sur commissions	49 395	47 919
7.(+) Résultat des opérations sur titres de transaction	-1 895	-2 091
8.(+) Résultat des opérations sur titres de placement		
9.(+) Résultat des opérations de change	9	-3
10.(+) Résultat des opérations sur produits dérivés		
Résultat des opérations de marché	-1 887	-2 094
11.(+) Divers autres produits bancaires	60 422	35 757
12.(-) Diverses autres charges bancaires	2	
PRODUIT NET BANCAIRE (*)	347 865	299 848
13.(+) Résultat des opérations sur immobilisations financières	-4 464	
14.(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	214	299
15.(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	68	
16.(-) Charges générales d'exploitation	144 056	133 042
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	199 491	167 106
17.(+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	71 300	49 881
18.(+) Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-407	1 305
RÉSULTAT COURANT	128 598	115 920
RÉSULTAT NON COURANT	-6 271	1 898
19.(-) Impôts sur les résultats	36 932	36 644
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	85 395	81 174
	30/06/2022	30/06/2021
II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT		
(+) RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	85 395	81 174
20.(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	4 490	5 052
21.(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	4 464	
22.(+) Dotations aux provisions pour risques généraux		
23.(+) Dotations aux provisions réglementées		
24.(+) Dotations non courantes		
25.(-) Reprises de provisions		
26.(-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	8	93
27.(+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	68	
28.(-) Plus-values de cession des immobilisations financières		
29.(+) Moins-values de cession des immobilisations financières		
30.(-) Reprises de subventions d'investissement reçues		
(+) CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	94 409	86 134
31.(-) Bénéfices distribués	88 292	
(+) AUTOFINANCEMENT	6 117	86 134



COMPTES SOCIAUX

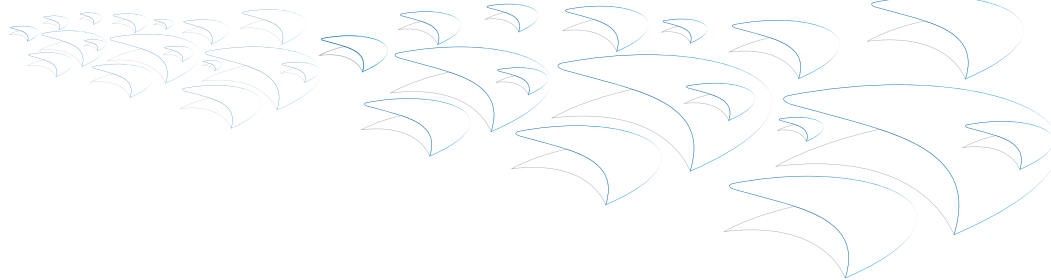
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2022		
(En milliers)	30/06/2022	31/12/2021
1.(+) Produits d'exploitation bancaire perçus	969 156	1 632 071
2.(+) Récupérations sur créances amorties	2 401	3 993
3.(+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	396	5 701
4.(-) Charges d'exploitation bancaire versées	650 999	1 063 717
5.(-) Charges d'exploitation non bancaire versées	6 521	6 780
6.(-) Charges générales d'exploitation versées	139 566	254 611
7.(-) Impôts sur les résultats versés	36 932	71 089
I.Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	137 935	245 568
Variation des :		
8.(+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-346	1 308
9.(+) Créances sur la clientèle	-606 643	-786 992
10.(+) Titres de transaction et de placement	4 473	-8 403
11.(+) Autres actifs	-15 853	-303 424
12.(+) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-614 073	-1 669 431
13.(+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	409 309	228 966
14.(+) Dépôts de la clientèle	3 111	938 718
15.(+) Titres de créance émis	577 319	1 169 718
16.(+) Autres passifs	176 856	190 989
II.Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	-65 846	-238 552
III.FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION (I+II)	72 088	7 016
17.(+) Produit des cessions d'immobilisations financières		
18.(+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		247
19.(-) Acquisition d'immobilisations financières		
20.(-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	1 906	7 235
21.(+) Intérêts perçus		
22.(+) Dividendes perçus	29 708	25 183
IV.FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	27 802	18 195
23.(+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
24.(+) Emission de dettes subordonnées		
25.(+) Emission d'actions		
26.(-) Remboursement des capitaux propres et assimilés		
27.(-) Intérêts versés	2 122	-25 389
28.(-) Dividendes versés	88 292	
V.FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	-86 171	-25 389
VI.VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE (III+ IV +V)	13 720	-178
VII.TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	1 451	1 629
VIII.TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	15 172	1 451

HORS BILAN au 30 JUIN 2022		
(En milliers)	30/06/2022	31/12/2021
ENGAGEMENTS DONNES	76	326
1.Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
2.Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	76	326
3.Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
4.Engagements de garantie d'ordre de la clientèle		
5.Titres achetés à réméré		
6.Autres titres à livrer		
ENGAGEMENTS RECUS	1.387	1.418
7.Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
8.Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	1.387	1.418
9.Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
10.Titres vendus à réméré		
11.Autres titres à recevoir		

PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES	
A1.1 PRÉSENTATION DES ÉTATS DE SYNTHÈSE	Les états de synthèse de l'exercice clos le 30 juin 2022 ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).
A1.2 IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	Les immobilisations figurent au bilan à leur valeur d'acquisition, corrigée des amortissements cumulés, calculés sur la durée de vie estimée des actifs concernés, selon le mode linéaire. Les taux d'amortissement pratiqués sont en conformité avec les taux fiscalement admis.
A1.3 CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE ET PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	
A1.3.1 Crédits à la clientèle	Les créances sur la clientèle figurent au bilan pour leur Encours Hors Agios à Echoir.
A1.3.2 Immobilisations données en Location avec Option d'Achat (LOA)	Les immobilisations données en LOA sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition Hors Taxe et leur amortissement est pris en charge par la société selon le mode linéaire en fonction de la durée du contrat de LOA conformément à la législation fiscale.
A1.3.3 Créances en souffrance et leur provisionnement	Les créances en souffrance sont classées conformément aux règles de classification définies dans la circulaire n°: 19/G/2002.
	pour le crédit classique, Ces créances sont constituées des Impayés (Capital & Agios), Frais et Capital restant dû.
	pour la LOA, Ces créances sont constituées des Impayés (Capital & Agios), Frais et valeur nette comptable
	Par application des règles de Bank Al-Maghrib (Circulaire n°19/G/2002) , les créances en souffrance sont provisionnées
	après déduction des quotités de garantie admises , à hauteur de :
	- 20 % pour les créances pré-douteuses.
	- 50 % pour les créances douteuses.
	- 100 % pour les créances compromises
A1.4 LES DETTES	Les dettes sont évaluées au nominal. Elles comprennent essentiellement les emprunts bancaires

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS (En milliers)						
CRÉANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Établissements de crédit à l'étranger	Total au 30/06/2022	Total au 31/12/2021
COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS	14 053	58 765			72 818	58 492
VALEURS REÇUES EN PENSION						
- au jour le jour						
- à terme						
PRÊTS DE TRÉSORERIE						
- au jour le jour						
- à terme						
PRÊTS FINANCIERS						
AUTRES CRÉANCES						
INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR						
CRÉANCES EN SOUFFRANCE						
TOTAL	14 053	58 765			72 818	58 492

CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE (En milliers)						
CRÉANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2022	Total 31/12/2021
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CRÉDITS DE TRÉSORERIE						
- Comptes à vue débiteurs						
- Créances commerciales sur le Maroc						
- Crédits à l'exportation						
- Autres crédits de trésorerie						
CRÉDITS À LA CONSOMMATION				5 193 002	5 193 002	4 719 143
CRÉDITS À L'ÉQUIPEMENT						
CRÉDITS IMMOBILIERS						
AUTRES CRÉDITS						
CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE						
INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR						
CRÉANCES EN SOUFFRANCE				1 058 971	1 058 971	920 903
- Créances pré-douteuses				196 196	196 196	157 233
- Créances douteuses				66 388	66 388	28 739
- Créances compromises				796 387	796 387	734 931
PROVISIONS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE				761 595	761 595	682 611
TOTAL				5 490 378	5 490 378	4 957 436



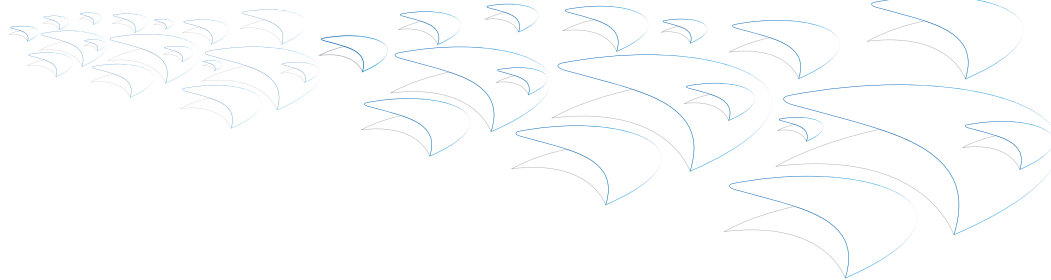
COMPTES SOCIAUX

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATÉGORIE D'EMETTEUR (En milliers)						
TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 30/06/2022	Total 31/12/2021
			financiers	non financiers		
TITRES COTES						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE						
TITRES DE PROPRIETE						
TITRES NON COTES	505 984				505 984	510 458
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE	499 827				499 827	499 837
TITRES DE PROPRIETE	6 157				6 157	10 621
TOTAL	505 984				505 984	510 458

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT AU 30 JUIN 2022 (En milliers)						
TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE	499 827	499 827	502 371			
TITRES DE PROPRIETE						
TITRES DE PLACEMENT						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE						
TITRES DE PROPRIETE						
TITRES D'INVESTISSEMENT						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE						

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS AU 30 JUIN 2022 (En milliers)									
Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
Participations dans les entreprises liées		2 100		2 100	2 100		30 736	29 043	29 708
SOFASSUR		100	100%	100	100	31/12/2021	29 828	29 708	29 708
SOFAC STRUCTURED FINANCE		2 000	100%	2 000	2 000	31/12/2021	908	-665	
Autres titres de participation		16 000		8 521	4 057				
BADEEL SMARTLEASE		16 000	15%	4 464					
FT SOFAC AUTOLEASE				4 057	4 057				
Dépréciation									
TOTAL		18 100		10 621	6 157		30 736	29 043	29 708

IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE (En milliers)										
Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions	Cumul des provisions	
IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT										
CREDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES										
CREDIT-BAIL MOBILIER	6 583 130	5 809 688	5 086 951	7 305 866	537 120	1 947 358	3 802	4 121	3 762	5 548 850
- Crédit-bail mobilier en cours	24 487	174 924	167 212	32 199						32 199
- Crédit-bail mobilier loué	6 487 991	5 570 877	4 896 996	7 161 872	527 871	1 906 556	3 179	3 806	1 346	5 253 970
- Crédit-bail mobilier non loué après résiliation	70 651	63 887	22 744	111 795	8 644	40 144				71 651
CREDIT-BAIL IMMOBILIER	62 106	1 769 750	1 654 807	177 048	606	658				176 390
- Crédit-bail immobilier en cours	40 931	1 750 996	1 651 957	139 970						139 970
- Crédit-bail immobilier loué	21 175	18 754	2 850	37 079	606	658				36 421
- Crédit-bail immobilier non loué après résiliation										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES										
CREANCES EN SOUFFRANCE	61 334	502 166	546 445	17 055			623	316	2 416	14 639
IMMOBILISATIONS DONNEES EN LOCATION SIMPLE										
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES										
LOYERS EN SOUFFRANCE										
TOTAL	6 706 569	8 081 604	7 288 204	7 499 969	537 120	1 947 358	3 802	4 121	3 762	5 548 850



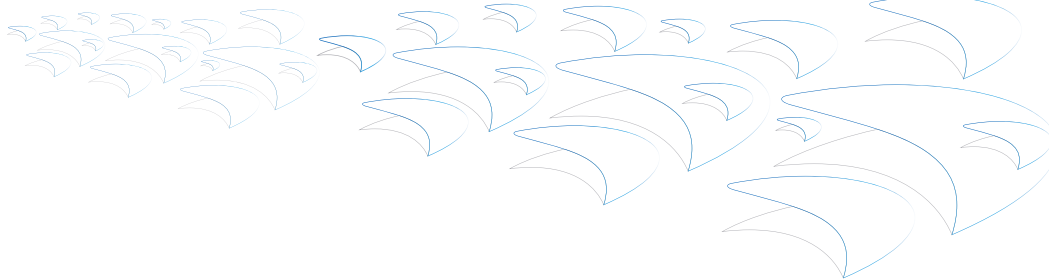
COMPTES SOCIAUX

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES (En milliers)									
Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	96 499	1 892	1 243	97 149	74 686	1 530	-475	76 690	20 459
- Droit au bail	1 565			1 565					1 565
- Immobilisations en recherche et développement									
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	83 199	297		83 496	74 686	1 530	-475	76 690	6 806
- Immobilisations incorporelles hors exploitation									
- Immobilisations en cours	11 736	1 595	1 243	12 088					12 088
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	98 489	4 938	26 673	76 754	59 374	2 960	23 466	38 868	37 886
- Immeubles d'exploitation	6 445			6 445	4 465	115		4 580	1 865
. Terrain d'exploitation									
. Immeubles d'exploitation. Bureaux	6 445			6 445	4 465	115		4 580	1 865
. Immeubles Hors exploitation									
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction									
- Mobilier et matériel d'exploitation	41 919	1 711	17 626	26 005	34 575	1 396	17 887	18 083	7 921
. Mobilier de bureau d'exploitation	7 181	364	3 471	4 074	5 792	246	3 471	2 568	1 507
. Matériel de bureau d'exploitation	3 730	43	2 462	1 312	3 670	33	2 462	1 242	70
. Matériel informatique	30 958	1 273	11 663	20 568	25 063	1 085	11 924	14 223	6 344
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	49	32	30	50	49	32	30	50	
. Autres matériels d'exploitation									
	50 126	3 226	9 047	44 305	20 334	1 449	5 579	16 205	28 100
- Agencements et installations techniques	37 532	1 750	4 893	34 388	19 374	1 437	4 879	15 932	18 456
- Autres immobilisations corporelles d'exploitation	2 203		700	1 503	960	12	700	273	1 230
- Immobilisations corporelles en cours	10 391	1 476	3 453	8 414					8 414
- Immobilisations corporelles hors exploitation									
. Terrains hors exploitation									
. Immeubles hors exploitation									
. Mobiliers et matériel hors exploitation									
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation									
TOTAL	194 989	6 830	27 916	173 903	134 059	4 490	22 991	115 558	58 345

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATION AU 30 JUIN 2022 (En milliers)							
Date de cession ou de retrait	Nature	Montant Brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
01/04/2022	VOITURE DE SERVICE	8	8		8	8	
31/05/2022	MOBILIER DE BUREAU	3 471	3 471				20
31/05/2022	MATERIEL DE BUREAU	2 462	2 462				
31/05/2022	MATERIEL INFORMATIQUE	11 663	11 663				47
31/05/2022	MATERIEL ROULANT	30	30				
31/05/2022	MATERIEL D'AGENCE	5 593	5 593				1
TOTAL		23 227	23 227		8	8	68

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS (En milliers)						
DETTES	Établissements de crédit et assimilés au Maroc			Établissements de crédit à l'étranger	Montant au 30/06/2022	Montant au 31/12/2021
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS		253 077			253 077	203 345
VALEURS DONNEES EN PENSION		499 827			499 827	499 837
- au jour le jour						
- à terme		499 827			499 827	499 837
EMPRUNTS DE TRESORERIE		1 983 214			1 983 214	1 623 929
- au jour le jour						
- à terme		1 983 214			1 983 214	1 623 929
EMPRUNTS FINANCIERS						
AUTRES DETTES						
INTERETS COURUS A PAYER		3 352			3 352	3 051
TOTAL		2 739 470			2 739 470	2 330 161

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE (En milliers)						
DÉPÔTS	Secteur public	Secteur privé		Autre clientèle	Montant au 30/06/2022	Montant au 31/12/2021
		Entreprises financières	Entreprises non financières			
COMPTES A VUE CREDITEURS						
COMPTES D'ÉPARGNE						
DEPOTS A TERME						
AUTRES COMPTES CREDITEURS				2 735 766	2 735 766	2 732 655
INTERETS COURUS A PAYER						
TOTAL				2 735 766	2 735 766	2 732 655



COMPTES SOCIAUX

TITRES DE CRÉANCES ÉMIS AU 30 JUIN 2022 (En milliers)						
Nature des titres émis	Caractéristiques			Emissions	Remboursements	Montant à la fin de l'Exercice
	Montant au début de l'Exercice	Durée (en mois)	Taux d'intérêt			
Bons de Sociétés de Financement	570 000	24	2,23%			570 000
Bons de Sociétés de Financement	920 000	36	2,27%			920 000
Bons de Sociétés de Financement	40 000	48	3,23%			40 000
Bons de Sociétés de Financement	1 538 300	60	2,94%	600 000	344 300	1 794 000
Bons de Sociétés de Financement	711 667	72	3,09%	618 000	280 000	1 049 667
Intérêts courus à recevoir	67 152				16 381	50 770
Total	3 847 118			1 218 000	640 681	4 424 437

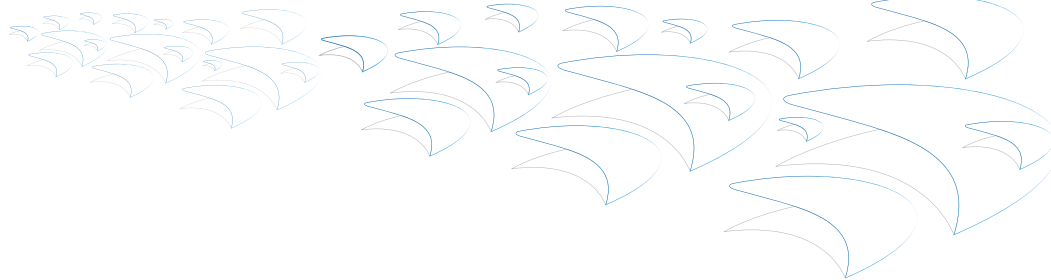
PROVISIONS (En milliers)					
	Encours 31/12/2021	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 30/06/2022
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	635 421	182 922	104 815		713 528
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	633 312	178 052	104 716		706 648
Titres de placement					
Titres de participation et emplois assimilés		4 464			4 464
Immobilisations en crédit-bail et en location	2 109	406	99		2 416
Autres actifs					
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	136 466	2 351	2 758		136 060
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature					
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux					
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	136 466	2 351	2 758		136 060
Provisions réglementées					
TOTAL GÉNÉRAL	771 887	185 273	107 573		849 588

* La Provision pour autres risques et charges intègre une provision qui tient compte des impacts prévisionnels et probables de la crise sanitaire sur le portefeuille créances clients de la société. L'estimation de cet impact a été faite notamment sur la base des éléments d'information disponibles à la date de l'arrêté des comptes. L'approche retenue pour l'estimation de cette provision sera actualisée pour les prochains arrêts en tenant compte de l'évolution de la situation sanitaire et économique.

DETTES SUBORDONNÉES (En milliers)				
NATURE	Montant au 30/06/2022	Modalités de rémunérations	Modalités de remboursement	Montant au 31/12/2021
Entreprises liées	104 000	Taux nominal : 5,30%	La durée sur dix (10) ans et l'amortissement à partir de la 6ème année	104 000
Entreprises apparentées	81 066	Taux nominal : 5,02%		78 944

CAPITAUX PROPRES (En milliers)				
	Encours 31/12/2021	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 30/06/2022
Écarts de réévaluation				
Réserves et primes liées au capital	175 180			175 180
Réserve légale	19 320			19 320
Autres réserves	22 394			22 394
Primes d'émission, de fusion et d'apport	133 466			133 466
Capital	193 200			193 200
Capital appelé	193 200			193 200
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
Dividendes		88 292		
Actionnaires. Capital non versé				
Report à nouveau (+/-)	172 384	45 470		217 854
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)				
Résultat net de l'exercice	133 762	-133 762	85 395	85 395
TOTAL	674 526		85 395	671 628

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DURÉE RÉSIDUELLE (En milliers)						
	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés						
Créances sur la clientèle	80 082	34 636	228 695	3 393 056	1 753 909	5 490 378
Titres de créance						
Créances subordonnées						
Crédit-bail et assimilé	220 164	52 253	299 378	4 289 129	687 925	5 548 850
TOTAL	300 246	86 889	528 073	7 682 186	2 441 834	11 039 228
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés		756 256		210 000	1 773 214	2 739 470
Dettes envers la clientèle						
Titres de créance émis		660 770		3 145 667	618 000	4 424 437
Emprunts subordonnés		2 777		104 000	78 289	185 066
TOTAL		1 419 803		3 459 667	2 469 503	7 348 973



COMPTES SOCIAUX

DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS		
NATURE (En milliers)	Montant au 30/06/2022	Montant au 31/12/2021
Crédit TVA	27 869	53 678
TVA demandée en remboursement	62 680	195 728
TVA récupérable	146 513	88 868
Crédit IS	35 545	59 314
Autres débiteurs	149 637	125 204
Comptes de régularisation - Actif	210 909	93 971
Charges à Répartir	3 351	3 889
TOTAL	636 504	620 652

DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS (En milliers)		
NATURE	Montant au 30/06/2022	Montant au 31/12/2021
Fournisseurs et Assimilés	213 591	138 203
Personnel	7 638	6 683
Organismes sociaux	6 101	4 345
Etat, impôts et taxes	125 230	138 032
Compte courant d'associés		
Créditeurs divers	98 575	32 491
Autres Comptes de régularisation - Passif	970 435	920 496
TOTAL	1 421 571	1 240 251

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE (En milliers)		
ENGAGEMENTS	30/06/2022	31/12/2021
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	76	326
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	76	326
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	1 387	1 418
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Autres engagements de financement reçus		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	1 387	1 418
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
Garanties de crédits		
Autres garanties reçues		

VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES ET DONNÉES EN GARANTIE (En milliers)			
Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées			
Autres titres			
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles	9 316 982	Crédits à la consommation affectés	2 054 752
		Crédits à la consommation Non affectés	620 730
		Immobilisations données en crédit-bail et en location	6 641 500
TOTAL	9 316 982		9 316 982

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées			
Autres titres	502 371	Valeurs données en pension	499 827
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	502 319		499 837

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIÉTÉ		
NATURE (en milliers de DH)	30/06/2022	30/06/2021
Titres de transactions	19	292
Titres de participation	29 708	25 183
Participations des entreprises liées		

MARGE D'INTÉRÊTS		
NATURE (En milliers)	30/06/2022	30/06/2021
1- Intérêts et produits assimilés	282 160	254 333
-Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédits		18
-Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	282 160	254 315
-Intérêts et produits assimilés sur titres de créance		
-Produits sur titres de propriété		
2- Intérêts et charges assimilées	102 119	84 048
-Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédits	41 142	29 103
-Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle		
-Intérêts et charges assimilées sur titres (BSF)	60 978	54 945
MARGES D'INTERET (1-2)	180 040	170 285

DÉTAIL DES COMMISSIONS		
NATURE (En milliers)	30/06/2022	30/06/2021
* Commissions sur opérations avec les établissements de crédit		
* Commissions sur opérations avec la clientèle	54 511	49 606
* Commissions sur opérations de change		
* Commissions relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres		
* Commissions sur produits dérivés		
* Commissions sur titres en gestion ou en dépôt		
* Commissions sur moyens de paiement		
* Commissions sur activité de conseil et d'assistance		
* Commissions sur produits accessoires		
* Commissions sur autres prestations de service	1 546	1 318
TOTAL	56 057	50 925

RÉSULTATS DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ		
NATURE (En milliers)	30/06/2022	30/06/2021
PRODUITS	30	292
Gains sur les titres de transaction	19	292
Plus value de cession sur titres de placement		
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement		
Gains sur les produits dérivés		
Gains sur les opérations de change	11	
CHARGES	1 917	2 386
Pertes sur les titres de transaction	1 915	2 383
Moins value de cession sur titres de placement		
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement		
Pertes sur les produits dérivés		
Pertes sur les opérations de change	2	3
RESULTAT	-1 887	-2 094

VENTILATION DES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION		
NATURE (En milliers)	30/06/2022	30/06/2021
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	144 056	133 042
CHARGES DE PERSONNEL	52 740	47 907
IMPÔTS ET TAXES	1 478	1 331
CHARGES EXTERNES	83 550	77 289
AUTRES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	1 798	1 462
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	4 490	5 052

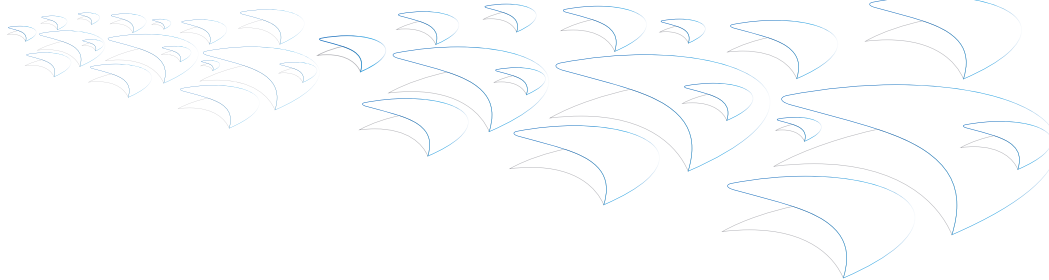
VENTILATION DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES		
NATURE (en milliers de DH)	30/06/2022	30/06/2021
Produits d'exploitation non bancaires	214	299
Reprises de provisions sur Créances En Souffrance	104 815	92 715
Reprises de provisions sur Créances Irrécouvrables (Dossiers Radiés)	2 401	1 977
Produits non courants	181	5 040
Total Autres Produits	107 611	100 032
Autres charges bancaires	8 580	5 392
Charges d'exploitation non bancaires	68	
Dotations aux provisions sur Créances En Souffrance	178 458	144 573
Pertes sur Créances Irrécouvrables(Dossiers Radiés)	58	
Charges non courantes	6 453	3 142
Total Autres charges	193 617	153 107



RÉSULTATS FINANCIERS

AU 30 JUIN 2022

COMPTES SOCIAUX



PASSAGE DU RÉSULTAT NET COMPTABLE AU RÉSULTAT NET FISCAL AU 30 JUIN 2022	
INTITULÉS (En milliers)	MONTANTS
I - RESULTAT BRUT COMPTABLE	122 327
. Bénéfice net	122 327
. Perte nette	
II - REINTEGRATIONS FISCALES	10 397
1- Courantes	4 301
2- Non courantes	6 096
III - DEDUCTIONS FISCALES	32 907
1- Courantes	29 708
2- Non courantes	3 199
TOTAL	99 816
IV - RESULTAT BRUT FISCAL	
. Bénéfice brut si T1 > T2 (A)	99 816
. Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)	
V - REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)	
. Exercice n-4	
. Exercice n-3	
. Exercice n-2	
. Exercice n-1	
VI - RESULTAT NET FISCAL	
. Bénéfice net fiscal (A - C)	
OU	
. Déficit net fiscal (B)	
VII - CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES	
VIII - CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER	
. Exercice n-4	
. Exercice n-3	
. Exercice n-2	
. Exercice n-1	

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPÔTS AU 30 JUIN 2022	
I. DÉTERMINATION DU RÉSULTAT	MONTANT
. Résultat courant d'après le compte de produits et charges (+ ou -)	128 598
. Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	4 301
. Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	29 708
. Résultat courant théoriquement imposable (=)	103 191
. Impôt théorique sur résultat courant (*) (-)	36 932
. Résultat courant après impôts (=)	91 666

(*) (Hors Imputation des déficits reportables)

II. INDICATIONS DU RÉGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYÉS PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LÉGALES SPÉCIFIQUES	
NÉANT	

DÉTAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE du 1 ^{er} janvier au 30 JUIN 2022				
NATURE (En milliers)	Solde au début de l'exercice 1	Opérations comptables de l'exercice 2	Déclarations TVA de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A. TVA collectée	66 027	242 333	222 700	85 660
B. TVA à récupérer	88 868	315 874	258 228	146 513
. Sur charges	6 528	20 874	19 054	8 349
. Sur immobilisations	82 339	294 999	239 174	138 164
C. TVA due ou crédit de TVA = (A-B)	249 406	34 266	193 122	90 550
Solde déclaration TVA physique				

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL AU 30 JUIN 2022				
Montant du capital : 193.200.000,00 DHS				
Montant du capital social souscrit et non appelé : 0,00 DHS				
Valeur nominale des titres : 100,00 DHS				
Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue %
		Exercice précédent	Exercice actuel	
CIH	Avenue Hassan 2 - CASABLANCA	1 281 010	1 281 010	66,30%
Barid Al Maghrib	RABAT	648 241	648 241	33,55%
Flottant		2 749	2 749	0,14%
Total		1 932 000	1 932 000	100%

EFFECTIFS AU 30 JUIN 2022 (en nombre)		
EFFECTIFS	30/06/2022	31/12/2021
Effectifs rémunérés	369	365
Effectifs utilisés	369	365
Effectifs équivalent plein temps	369	365
Cadres (équivalent plein temps)	98	101
Employés (équivalent plein temps)	271	264
dont effectifs employés à l'étranger		

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE			
(En milliers)	Montants		Montants
A- Origine des résultats affectés	B- Affectation des résultats		
Report à nouveau		Réserve légale	
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	88 292
Résultat net de l'exercice	133 762	Autres réserves	
Prélèvements sur les bénéfices		Primes d'émission, de fusion et d'apport	
Autres prélèvements		Report à nouveau	45 470
TOTAL A	133 762	TOTAL B	133 762

RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES AU 30 JUIN 2022			
(En milliers)	Exercice 2022	Exercice 2021	Exercice 2020
CAPITAUX PROPRES			
OPÉRATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
1- Produit net bancaire	347 865	299 848	234 113
2- Résultat avant impôts	122 327	117 818	63 594
3- Impôts sur les résultats	36 932	36 644	25 929
4- Bénéfices distribués pendant l'exercice	88 292		
5- Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)			
RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action ou part sociale	44,20	42,02	19,49
Bénéfice distribué par action ou part sociale			
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice			
Hors CS	42 621	37 828	33 576
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	365	356	347

RÉSEAU AU 30 JUIN 2022 (en nombre)		
RÉSEAU	30/06/2022	31/12/2021
Guichets permanents (Agence du siège+Agence Rabat - Hors Réseau Externe)	13	13
Guichets périodiques (Réseau Externe composé de correspondants actifs (Apporteurs d'affaires))	54	54
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque		
Succursales et agences à l'étranger		
Bureaux de représentation à l'étranger		
Concessionnaires Connectés		
Réseau bancaire (Agence Poste Maroc)		

ÉTATS NÉANTS	
Code Etat	APPELATION
A2	ETAT DES DEROGATIONS
A3	ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES
B23	CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE
B31	VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE
D8	ACTIFS A RISQUE, RESTRUCTURES, IMPRODUCTIFS ET EN SOUFFRANCE

7, Boulevard Driss Slaoui
20 160 Casablanca
Maroc

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101 boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

SOCIETE DE FINANCEMENT D'ACHATS A CREDIT « SOFAC » S.A

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE DE SOFAC S.A (COMPTES SOCIAUX)

PERIODE DU 1^{er} JANVIER AU 30 JUIN 2022

En application des dispositions du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la société SOFAC S.A comprenant le bilan au 30 Juin 2022, ainsi que le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie ainsi qu'une sélection des états des informations complémentaires (ETIC) couvrant la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2022. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant 856.694 KMAD dont un bénéfice net de 85.395 KMAD, relève de la responsabilité des organes de gestion de la société SOFAC S.A. Cette situation intermédiaire a été arrêtée par le Conseil d'Administration le 25 juillet 2022, dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société SOFAC S.A arrêtés au 30 juin 2022, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 13 septembre 2022

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton International
150, Drive Steoui - Casablanca
Tél : 05 22 54 48 03 - Fax : 05 22 28 98 71
Faïçal MEKOUAR
Associé

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101, Boulevard Abdelmoumen
20360 Casablanca
Tél : 05 22 54 25 25
Fax : 05 22 54 25 00
Taha FERDAOUS
Associé